

CONGO-BRAZZAVILLE

Denis Sassou-Nguesso réélu avec 94,82 % des voix pour un cinquième mandat

NIGER

Un émissaire américain en mission pour tester un rapprochement avec l'AES

NIGERIA

Vague d'explosions nocturnes à Maiduguri, au moins 23 morts et plus de 100 blessés

SÉNÉGAL

Dette cachée, Dakar verse près de 500 millions de dollars à ses créanciers et évite de justesse le défaut de paiement

CAN 2025

Coup de théâtre, la CAF retire le titre de champion au Sénégal et donne la victoire au Maroc

**GRAND
FORMAT**

**FABRICE
LAGO**

**LES IDÉES DERRIÈRE
LE COMBAT POLITIQUE**

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

12 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

19 GRAND FORMAT - *FABRICE LAGO*

Une immersion au cœur des dynamiques stratégiques de la vie politique ivoirienne : comment le parcours et les prises de position de Fabrice Lago, dit Steve Beko, révèlent les recompositions de l'opposition, entre héritage idéologique, débat d'idées, souveraineté nationale et aspirations d'une nouvelle génération politique.

22 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01

CONGO-BRAZZAVILLE

Denis Sassou-Nguesso réélu avec 94,82 % des voix pour un cinquième mandat

02

NIGERIA

Vague d'explosions nocturnes à Maiduguri, au moins 23 morts et plus de 100 blessés

03

CRISE AUX FRONTIÈRES DU FLEUVE MANO

la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone misent sur le dialogue pour éviter l'escalade

04

NIGER

Un émissaire américain en mission pour tester un rapprochement avec l'AES

05

RDC

Assassinat de Patrice Lumumba, un ex-diplomate belge devant les juges, 65 ans après

06

FINANCEMENT PRÉSUMÉ LIBYEN

Le procès en appel de Nicolas Sarkozy rouvre un dossier explosif

Congo-Brazzaville : Denis Sassou-Nguesso réélu avec 94,82 % des voix pour un cinquième mandat

Au Congo-Brazzaville, l'issue de l'élection présidentielle du 15 mars 2026 ne laisse guère de place au suspense. Deux jours après le scrutin, les autorités ont proclamé la victoire du président sortant, Denis Sassou-Nguesso, avec un score très largement majoritaire.

Selon les résultats annoncés mardi 17 mars par le ministre de l'Intérieur, Raymond Mboulou, le chef de l'État obtient 94,82 % des suffrages exprimés, soit plus de 2,5 millions de voix. Le taux de participation est, lui aussi, particulièrement élevé, atteignant 84,65 %. À 82 ans, Denis Sassou-Nguesso s'apprête ainsi à entamer un cinquième mandat consécutif, qui pourrait le maintenir au pouvoir jusqu'en 2031, sous réserve de validation par la Cour constitutionnelle.

Du côté du gouvernement, cette victoire est présentée comme le reflet d'un large soutien populaire. Le ministre de la Communication, Thierry Mounkalla, évoque un résultat « conforme à l'adhésion » observée durant la campagne.

Mais cette lecture est vivement contestée par plusieurs acteurs politiques et de la société civile. Des candidats malheureux dénoncent des irrégularités, notamment des perturbations des communications durant le scrutin. Certains pointent également un manque de transparence dans l'organisation du vote.

La plateforme citoyenne CAPGED critique de son côté une élection qu'elle juge « ni juste, ni libre, ni transparente ». Des observateurs indépendants estiment que les résultats officiels ne reflètent pas fidèlement la réalité du terrain, évoquant même un recul démocratique.

Malgré ces contestations, si les résultats sont confirmés par les institutions compétentes, Denis Sassou-Nguesso prolongera encore son long règne à la tête du pays, après plusieurs décennies déjà passées au pouvoir.



Nigeria : Vague d'explosions nocturnes à Maiduguri, au moins 23 morts et plus de 100 blessés



La ville de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, a été secouée par une série d'explosions survenues dans la soirée du lundi 16 mars 2026. Trois déflagrations quasi simultanées ont visé des lieux très fréquentés à savoir l'hôpital universitaire, le marché hebdomadaire du lundi et une zone proche du bureau de poste.

Selon les autorités locales, le bilan provisoire fait état d'au moins 23 morts et de plus d'une centaine de blessés, bien que certaines sources évoquent un nombre de victimes plus élevé. La police de l'État du Borno attribue ces attaques à des kamikazes liés au groupe jihadiste Boko Haram.

Face à ce drame, les réactions politiques n'ont pas tardé. Le gouverneur de l'État de Gombe, Muhammadu Inuwa Yahaya, a vivement condamné ces violences, dénonçant des actes « barbares » visant des populations civiles.

Il a exprimé sa solidarité avec les habitants du Borno et adressé ses condoléances aux familles des victimes, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

De son côté, le sénateur Mohammed Ali Ndume a appelé la population à garder son sang-froid et à collaborer étroitement avec les forces de sécurité. Il a insisté sur l'importance de la vigilance collective pour contrer les menaces persistantes dans la région.

Alors que les enquêtes se poursuivent pour faire la lumière sur ces attaques, les autorités ont renforcé les dispositifs sécuritaires et invitent les habitants à respecter strictement les consignes en vigueur. La région, encore marquée par des années d'insécurité, reste sous haute surveillance.

Crise aux frontières du fleuve Mano : la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone misent sur le dialogue pour éviter l'escalade

À Conakry, l'heure était à l'apaisement plutôt qu'à la confrontation. Lundi 16 mars, les chefs d'État de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone ont choisi de se retrouver autour d'une même table pour contenir des tensions frontalières récemment ravivées.

Loin des discours martiaux, les dirigeants ont affiché une ligne claire : privilégier la discussion et les mécanismes diplomatiques pour désamorcer les différends. Cette rencontre, tenue à huis clos, s'est conclue par une déclaration commune insistant sur la nécessité de préserver la stabilité dans l'espace du fleuve Mano, une région régulièrement fragilisée par des litiges de frontières.

Car sur le terrain, la situation s'était brusquement tendue ces dernières semaines. À la frontière entre la Guinée et le Liberia, des heurts ont opposé civils et militaires, faisant au moins un blessé. Dans le même temps, des mouvements de troupes guinéennes ont été observés, alimentant les inquiétudes. Plus tôt encore, des frictions similaires avaient émergé entre Conakry et Freetown, chaque camp accusant l'autre d'incursions.

Face à ces signaux préoccupants, les trois pays ont décidé de passer à une approche plus structurée. Des commissions techniques conjointes seront mises en place pour examiner les questions sensibles liées à la délimitation et à la gestion des frontières, souvent à l'origine des tensions.

La Côte d'Ivoire, présente en qualité d'observateur, a pris part aux échanges, rappelant que ces différends dépassent le cadre strictement bilatéral et concernent l'équilibre de toute la sous-région.

Ce choix du dialogue marque une volonté politique forte, mais constitue aussi un test : celui de la capacité des États ouest-africains à gérer leurs désaccords sans basculer dans l'escalade militaire.



Niger : Un émissaire américain en mission pour tester un rapprochement avec l'AES

Un an et demi après la rupture provoquée par le coup d'État de juillet 2023, Washington tente de rouvrir un canal de dialogue avec Niamey. Une mission diplomatique américaine s'est rendue au Niger, afin d'évaluer les possibilités d'un réchauffement des relations avec les autorités militaires.

Le 13 mars, Nick Checker, responsable au Bureau des affaires africaines du Département d'État américain, a rencontré à Niamey le ministre nigérien des Affaires étrangères Bakary Yaou Sangaré. L'émissaire américain s'est également entretenu avec le Premier ministre Ali Mahamane Lamine Zeine, selon des informations relayées par l'ambassade des États-Unis au Niger.

Cette visite s'inscrit dans une tournée régionale qui a également conduit le diplomate au Mali et au Burkina Faso, les trois pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Les discussions ont porté sur l'avenir des relations bilatérales, fortement détériorées depuis la prise de pouvoir des militaires à Niamey en 2023.

Dans un message publié sur le réseau social X, la représentation américaine a indiqué que la mission visait à examiner les moyens de relancer la coopération sécuritaire, tout en développant les échanges économiques et les investissements entre les deux pays.

Washington affirme vouloir soutenir la stabilité et la croissance dans l'ensemble de la région sahélienne.

Une stratégie américaine en mutation

Ce déplacement reflète un possible changement de cap de la diplomatie américaine. Alors que l'administration de Joe Biden insistait sur un retour rapide à l'ordre constitutionnel comme condition préalable à toute coopération, la nouvelle approche semble plus pragmatique.

Les États-Unis envisageraient désormais de privilégier des partenariats dans des domaines comme l'économie, la santé ou le développement, plutôt que de concentrer exclusivement leur engagement sur la dimension sécuritaire.

Cette évolution intervient dans un contexte stratégique particulier. Le Niger occupe une place importante dans le marché mondial de l'uranium, avec environ 5 % de la production planétaire. Cette ressource est considérée comme essentielle dans les politiques énergétiques occidentales.

L'ombre de la Russie

Malgré cette tentative de rapprochement, la situation reste complexe pour Washington. Depuis leur éloignement des partenaires occidentaux, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont renforcé leurs relations avec Moscou.

La présence du groupe paramilitaire russe Wagner désormais intégré sous l'appellation Africa Corps, s'est progressivement installée dans la région, offrant un soutien militaire et politique aux régimes en place. Dans le même temps, les forces françaises ont été expulsées et les dispositifs militaires américains ont été réduits.

Au Niger, les États-Unis ont notamment évacué la base aérienne d'Agadez, utilisée jusqu'en 2024 pour les opérations de surveillance dans le Sahel.

Un nouvel équilibre régional

Le contexte géopolitique s'est également transformé avec la création d'un bloc sahélien autonome. Début 2025, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont officiellement quitté la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour consolider leur Alliance des États du Sahel.

Pour Washington, toute tentative de retour dans la région devra désormais composer avec cette nouvelle architecture politique et avec l'influence grandissante de Moscou. À ce stade, la visite de Nick Checker n'a débouché sur aucun accord concret. Les autorités américaines n'ont pas indiqué si des négociations formelles étaient prévues dans la suite de ce premier contact diplomatique.

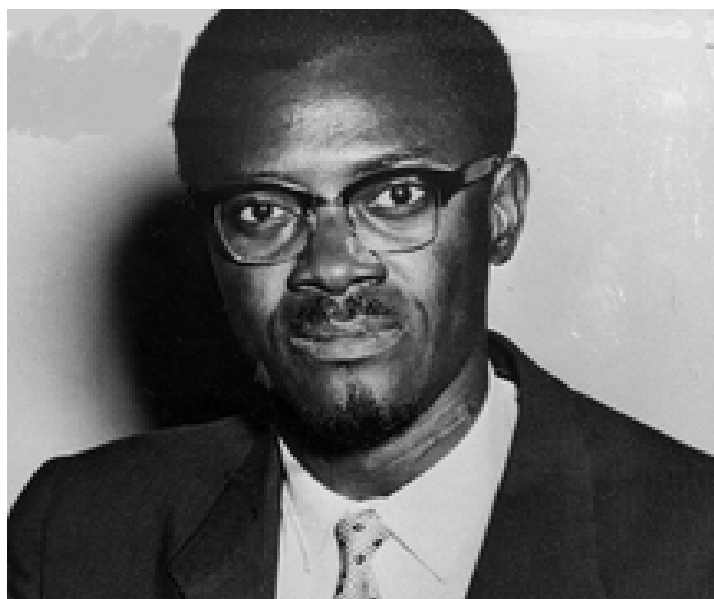


RDC : Assassinat de Patrice Lumumba, un ex-diplomate belge devant les juges, 65 ans après

Plus de six décennies après l'assassinat de l'ancien Premier ministre congolais Patrice Lumumba, la justice belge franchit une nouvelle étape. Ce mardi 17 mars 2026, la chambre du conseil de Bruxelles a décidé de renvoyer Étienne Davignon devant le tribunal correctionnel. Une décision marquante dans un dossier longtemps resté sensible, tant sur le plan politique qu'historique.

À 93 ans, cet ancien diplomate est aujourd'hui le dernier survivant parmi les responsables belges visés par une plainte déposée en 2011 par la famille Lumumba. Il est soupçonné d'avoir joué un rôle dans les décisions ayant conduit à l'assassinat du dirigeant congolais le 17 janvier 1961, dans un contexte de fortes tensions liées à l'indépendance du Congo et à la sécession du Katanga.

Les avocats de la famille estiment que les faits relèvent d'un crime de guerre, donc imprescriptible. Ils s'appuient notamment sur des documents diplomatiques de l'époque, tels que des télex, pour démontrer l'existence d'une « entreprise criminelle commune ». Le parquet, de son côté, avait requis un procès pour des faits incluant tortures, traitements inhumains et participation à un crime de guerre.



Étienne Davignon occupait à l'époque, un poste d'attaché au ministère des Affaires étrangères belge, soit un rôle encore junior dans la diplomatie. Malgré ce statut, la justice cherche désormais à déterminer dans quelle mesure il aurait pu influencer ou relayer des décisions ayant contribué au drame.

Au moment du dépôt de plainte, plusieurs autres responsables belges, notamment des diplomates, des militaires ou des policiers, étaient également mis en cause pour leur lien avec le soutien de la Belgique à la sécession katangaise. Mais tous sont aujourd'hui décédés, faisant de Davignon le seul à pouvoir encore être jugé dans cette affaire.

Cette décision de renvoi en correctionnelle n'est toutefois pas définitive, elle peut encore faire l'objet d'un appel. Si le procès se tient, il pourrait constituer un moment clé dans la reconnaissance judiciaire des responsabilités liées à l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire postcoloniale.

Financement présumé libyen : Le procès en appel de Nicolas Sarkozy rouvre un dossier explosif

L'ancien président français Nicolas Sarkozy comparaît de nouveau devant la justice à partir de ce lundi 16 mars dans le cadre du procès en appel concernant le financement présumé de sa campagne présidentielle de 2007 par le régime libyen. Cette nouvelle audience, qui se tiendra jusqu'au 3 juin devant la cour d'appel de Paris, remet au centre de l'actualité l'une des affaires politico-judiciaires les plus marquantes de ces dernières décennies en France.

Un jugement contesté en première instance

En septembre dernier, le tribunal correctionnel de Paris avait condamné Nicolas Sarkozy à cinq ans de prison ferme pour des faits qualifiés de corruption de haut niveau et d'association de malfaiteurs. L'ancien chef de l'État avait alors été incarcéré à la prison de la Santé avant d'être libéré sous contrôle judiciaire trois semaines plus tard. Cette incarcération avait constitué un moment inédit dans l'histoire politique française. En effet, jamais auparavant un ancien président de la République n'avait été emprisonné. Contestant fermement les accusations portées contre lui, Nicolas Sarkozy fait désormais appel de cette décision et espère obtenir une révision du jugement.

Des soupçons de financement venu de Libye

Au cœur du dossier figure l'hypothèse d'un soutien financier secret provenant du régime du dirigeant libyen Mouammar Khadafi pour la campagne présidentielle française de 2007. Selon l'accusation, des fonds auraient été négociés et transférés par l'intermédiaire de proches collaborateurs et d'intermédiaires.

Lors du premier procès, les juges avaient estimé que certains membres de l'entourage de Nicolas Sarkozy avaient bien pris contact avec les autorités libyennes, sans toutefois établir de manière définitive que ces fonds avaient réellement alimenté la campagne électorale.

Plusieurs anciens responsables jugés à ses côtés

L'ancien président ne comparaît pas seul dans cette procédure. Parmi les neuf autres prévenus figurent notamment :

Claude Guéant, ancien secrétaire général de l'Élysée, condamné en première instance à six ans de prison pour corruption et faux.

Brice Hortefeux, ancien ministre, condamné à deux ans de prison avec possibilité d'aménagement et à une amende de 50 000 euros.

Éric Woerth, ancien ministre et trésorier de la campagne présidentielle de 2007, qui avait été relaxé mais dont la situation est réexaminée après l'appel du parquet.

Le dossier implique également plusieurs intermédiaires soupçonnés d'avoir servi de relais dans les contacts entre les autorités françaises et libyennes.

Un procès très suivi

Pour les organisations anticorruption comme Sherpa, Anticor et Transparency International France, parties civiles dans ce procès, cette affaire dépasse le cas individuel. Elles y voient un test important pour la transparence de la vie publique et la lutte contre les financements politiques illégaux.

Le procès en appel devrait durer plusieurs semaines et pourrait à nouveau faire émerger de nouveaux éléments dans une affaire qui, près de vingt ans après la campagne présidentielle de 2007, continue de secouer la scène politique française.





01 SÉNÉGAL

Dettes cachées, Dakar verse près de 500 millions de dollars à ses créanciers et évite de justesse le défaut de paiement

02 CÔTE D'IVOIRE

Crise du cacao, gros désaccord entre les producteurs et l'État sur 100.000 tonnes de fèves invendus

DOSSIER SPECIAL - ELIT ASSO

Politiques d'industrialisation et chaînes de valeur agroalimentaires en Afrique
Cas de l'Attikié : opportunités économiques et contraintes structurelles

Sénégal : Dette cachée, Dakar verse près de 500 millions de dollars à ses créanciers et évite de justesse le défaut de paiement

Le Sénégal a évité de justesse un scénario redouté par les investisseurs internationaux. Selon une information publiée le 12 mars 2026 par l'agence Bloomberg, le pays a procédé au cours de la semaine écoulée, au paiement d'environ 471 millions de dollars à ses créanciers, correspondant à une échéance de sa dette internationale arrivée à maturité le 13 mars.

Ce règlement permet à Dakar d'honorer ses engagements financiers et d'écarter, au moins temporairement, le risque de défaut de paiement qui inquiétait les marchés depuis plusieurs mois. Les doutes avaient été ravivés après la découverte, en 2024, d'une dette non déclarée estimée à près de 7 milliards de dollars, un scandale financier qui avait conduit à la suspension du programme du pays avec le Fonds monétaire international (FMI).

Se prononçant sur la question, l'économiste Abdoulaye Ndiaye, professeur à l'université de New York a expliqué que cette issue était attendue mais reste essentielle pour la crédibilité du pays. « C'est une bonne nouvelle.

Une incapacité à payer aurait été catastrophique », souligne-t-il. Selon lui, les signaux envoyés récemment par les marchés laissaient déjà penser que le Sénégal serait en mesure d'honorer cette échéance.

Toutefois, la situation financière du pays demeure fragile. Plusieurs échéances importantes se profilent, et la reprise d'un programme avec le FMI apparaît comme une priorité pour les autorités sénégalaises. Un accord avec l'institution financière internationale permettrait notamment au pays de retrouver l'accès aux marchés des euro-obligations, un outil clé pour financer son économie.

Le contexte économique international complique également la tâche du gouvernement. La hausse des prix du pétrole, alimentée notamment par les tensions au Moyen-Orient, pourrait alourdir les déficits publics. Bien que le Sénégal soit désormais producteur de pétrole, il reste pour l'instant davantage importateur qu'exportateur d'or noir, ce qui limite les bénéfices tirés de cette nouvelle ressource.



Dans ce contexte, le maintien de la confiance des partenaires financiers et la mise en place de réformes budgétaires apparaissent comme des conditions indispensables pour stabiliser la situation de la dette du pays.

Côte d'Ivoire : Crise du cacao, gros désaccord entre les producteurs et l'État sur 100.000 tonnes de fèves invendus



n Côte d'Ivoire, la question des stocks résiduels de cacao issus de la dernière campagne principale continue de susciter des tensions au sein de la filière. Alors que la commercialisation, qui s'est étendue d'octobre à fin février, a été marquée par un net ralentissement en raison d'un manque de liquidités chez certains opérateurs, une partie importante de la production est restée immobilisée dans les coopératives.

Face à cette situation, les autorités avaient annoncé une mesure exceptionnelle : le rachat de 100 000 tonnes de fèves invendues afin de soulager les producteurs. Mais plusieurs semaines plus tard, les acteurs du secteur ne s'accordent toujours pas sur l'état réel de l'opération.

Du côté de l'Organisation interprofessionnelle agricole (OIA), créée récemment pour fédérer les différents maillons de la filière, le constat est clair : une part significative des stocks reste encore en attente. Selon ses responsables, entre 55 000 et 60 000 tonnes n'auraient pas encore été effectivement enlevées, ce qui retarde le paiement des planteurs.

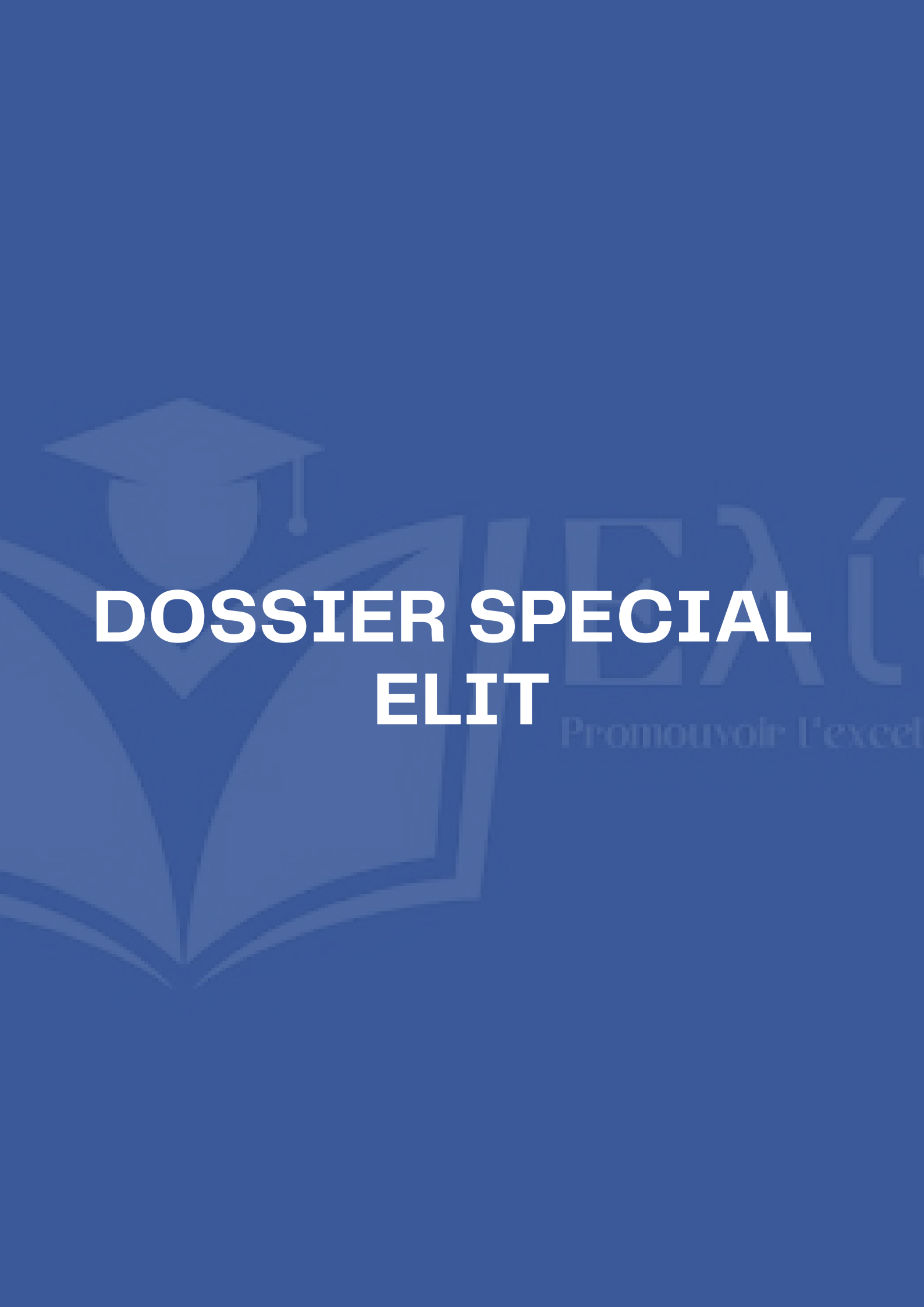
L'organisation se veut toutefois rassurante, estimant que la situation devrait se débloquer prochainement. Parallèlement, la campagne intermédiaire a déjà démarré. Les producteurs ont commencé à écouler leurs nouvelles récoltes, même si les données précises ne sont pas encore disponibles.

Certains signes d'activité, comme la délivrance de connaissements, confirment néanmoins une reprise progressive des échanges.

Mais cette lecture est contestée par le Conseil du café-cacao (CCC), l'organe régulateur du secteur. Pour lui, l'opération de rachat est déjà entièrement bouclée. Les 100 000 tonnes annoncées auraient été réparties entre plusieurs opérateurs, dont l'OIA, qui aurait bénéficié d'un quota de 40 000 tonnes.

Le CCC affirme ainsi qu'il ne subsiste plus de stocks résiduels, tout en pointant un manque de transparence dans la communication de l'OIA.

Ce désaccord met en lumière les défis de coordination au sein d'une filière stratégique pour l'économie ivoirienne. Entre volonté de soutenir les producteurs et nécessité d'assurer une gestion fluide des flux commerciaux, les autorités et les organisations professionnelles devront clarifier la situation pour éviter que ces tensions ne fragilisent davantage le secteur.



DOSSIER SPECIAL ELIT

Promouvoir l'excellence

●● Politiques d'industrialisation et chaînes de valeur agroalimentaires en Afrique ●●

Cas de l'Attiéké : opportunités économiques et contraintes structurelles

Alors que la communauté internationale se mobilise pour l'édition 2026 de la Journée internationale des droits des femmes, la question de l'industrialisation du continent africain ne peut être abordée sans évoquer la place décisive des femmes dans les chaînes de valeur vivrières. Historiquement ancré dans le savoir-faire ancestral des femmes, le thème traité dans cet article ne constitue pas seulement un fleuron d'un patrimoine culinaire africain, mais aussi un levier puissant de justice économique.

De l'or blanc au produit industriel : un patrimoine au défi de la modernité

Originaire du sud de la Côte d'Ivoire (en Afrique de l'Ouest), l'**attiéké** est une semoule obtenue à partir de manioc fermenté, pressé, émietté, puis cuit à la vapeur d'eau.

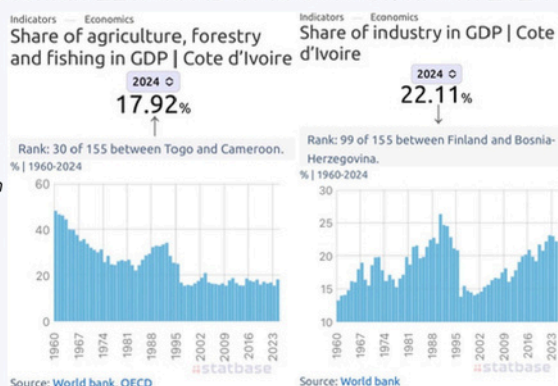


Il s'agit d'une denrée fondamentale traditionnelle du régime alimentaire ivoirien, largement consommée au quotidien en Côte d'Ivoire et qui voit sa diffusion s'étendre dans d'autres pays africains ainsi qu'au sein des diasporas. Il revêt à la fois une valeur nutritionnelle et une importance socioculturelle, attestées par :

- son inscription en 2024 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO ;
- la décision 19.COM 7.b.31 du Comité intergouvernemental de l'UNESCO en décembre 2024 ;
- l'instauration du Festival National de l'Attiéké de Côte d'Ivoire (FENACI), dont la première édition se déroulera en septembre 2026 à Grand-Lahou.

La demande soutenue pour l'attiéké l'insère progressivement dans les circuits marchands. Selon la décision 19.COM/7.b.31 du Comité intergouvernemental de l'UNESCO, l'attiéké représenterait environ 5% des dépenses alimentaires et constitue une source majeure de revenus pour de nombreuses femmes et petits producteurs impliqués dans sa production et sa commercialisation, soulignant ainsi sa double dimension économique et socio-culturelle (UNESCO, 2024).

L'industrie représentait 22% du PIB de la Côte d'Ivoire en 2024.



Source : StatBase (plateforme en ligne d'agrégation de statistiques mondiales)

Les graphiques ci-dessus illustrent la part combinée de l'agriculture et de l'industrie dans le PIB de la Côte d'Ivoire au

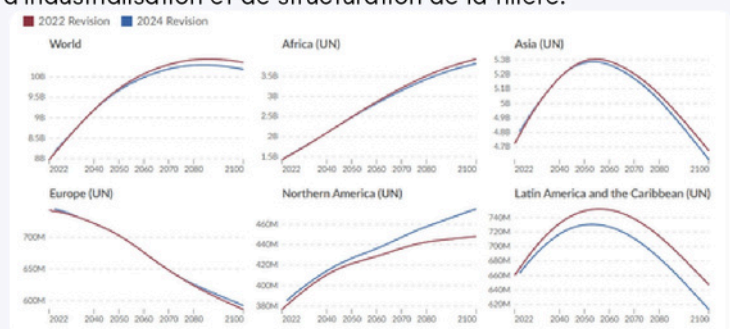
cours des soixante dernières années. La remontée de la courbe depuis 2010 reflète l'ambition du pays de devenir une puissance industrielle agricole à l'horizon 2040, en valorisant la transformation locale des matières premières, dont le manioc (clé pour l'attiéké). D'où la pertinence d'examiner la **place de l'industrialisation dans la transformation de l'attiéké**.

Consommation et demande en attiéké : un marché en expansion locale et régionale

L'attiéké fait l'objet d'une demande soutenue aux échelles nationale, régionale et internationale. Les exportations vers le Mali (≥ 6 kt) et le Burkina Faso (≥ 4 kt) en 2016, témoignent de la position de la Côte d'Ivoire comme fournisseur des marchés sahéliens (cf. [CEPICI](#), Catalogue des fiches d'opportunité). Par ailleurs, 45% à 50% de la production nationale de manioc est absorbée par les marchés urbains, où la consommation d'attiéké demeure élevée (cf. [CEPICI](#)).

Dans un contexte marqué par une croissance annuelle moyenne de 7,6% de la production de manioc entre 2015 et 2024 (cf. [Portail d'Informations et de Promotion de l'Économie de Côte d'Ivoire](#), 2025), l'attiéké constitue la principale forme de consommation du manioc en Côte d'Ivoire (cf. [Direction Générale du Trésor France](#), 2025). Cependant, les pénuries observées, souvent locales et saisonnières, mettent en évidence une insuffisance relative de l'offre locale, soit un **déséquilibre conjoncturel entre l'offre et la demande**.

Enfin, les dynamiques démographiques régionales renforcent ces perspectives de croissance. La population africaine devrait doubler d'ici 2050, celle de la CEDEAO pouvant augmenter de +104% (cf. [Direction Générale du Trésor France](#), 2019). Compte tenu de l'ancrage de l'attiéké dans les habitudes alimentaires locales et sous-régionales, cette croissance démographique pourrait accroître la demande, renforçant les enjeux d'industrialisation et de structuration de la filière.



Source : ONU, World Population Prospects (2022) et (2024)
OurWorldinData.org/population-growth | CC BY

La modernisation de la production d'attiéké en Côte d'Ivoire, amorcée depuis plusieurs années via des unités semi-industrielles, a produit des résultats contrastés, confrontée à des obstacles tels que l'approvisionnement irrégulier en intrants, les coûts élevés pour les producteurs, la préférence des consommateurs pour l'attiéké artisanal, la résistance sociale (préservation de l'authenticité culturelle et socio-économique).

Ces constats soulignent l'intérêt d'un modèle hybride africain :

- d'une part, l'industrialisation ciblée locale et sous contrôle africain, pour pallier la périssabilité et répondre à la demande croissante ainsi qu'aux marchés internationaux en particulier dans un contexte d'industrialisation de l'attiéké par des opérateurs extra-africains;
- d'autre part, la professionnalisation des micro-entreprises artisanales, afin de préserver l'authenticité du produit et d'améliorer la rentabilité locale.

Dans le présent article, l'analyse sera principalement centrée sur la voie de l'industrialisation.

Une matière première abondante à l'épreuve de la valorisation

Le manioc constitue l'une des cultures vivrières les plus importantes en Côte d'Ivoire, la production nationale étant estimée à 8,5 Mt en 2024 (cf. [Portail d'Informations et de Promotion de l'Économie de Côte d'Ivoire](#), 2025).

ACCUEIL	CÔTE D'IVOIRE EN BREF	CADRE MACROÉCONOMIQUE	ACTIVITÉS SECTORIELLES	INVESTISSEMENTS	PÔLES COMPÉTITIFS	BANQUES ET FINANCES				
Productions des principaux racines, tubercules et plantains (en milliers de tonnes)										
Racines, tubercules et plantains	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Manioc	4	5	5	5 608	5	6	6	6	8	8
	390,9	269,1	366,5	877,2	443,6	302,3	804,1	248,2	485,7	

Source : Portail d'Informations et de Promotion de l'Économie de Côte d'Ivoire

Cette dynamique de production résulte de l'interaction de multiples facteurs à l'instar de :

- la demande stimulée par la croissance démographique ;
- le soutien de l'offre (rentabilité de la filière, amélioration des rendements, adoption de variétés performantes, etc.) ;
- les dispositifs institutionnels/politiques structurant la filière.

Malgré une production soutenue, le manioc en Côte d'Ivoire demeure insuffisamment valorisé au regard de son potentiel industriel et de création de valeur. La majeure partie de l'offre reste orientée vers l'autoconsommation et des formes de transformation artisanale, tandis que l'intégration aux chaînes de valeur industrielles et formelles demeure limitée. La filière est

par ailleurs confrontée à des contraintes structurelles, notamment la compétition foncière avec les cultures de rente (hévée, palmier à huile, cacao), entraînant un renchérissement des coûts de production et limitant la compétitivité des petits producteurs. Ces facteurs freinent le développement du potentiel industriel de transformation, en particulier pour l'attiéké, et restreignent la capacité de la filière à répondre à une demande croissante.

Un processus de transformation à dominante artisanale, malgré des débuts d'industrialisation

L'appareil productif ivoirien reste dominé par des petites et moyennes industries. Dans la filière manioc, la transformation conserve une forte composante artisanale, malgré l'essor d'équipements mécanisés et de modèles semi-industriels. Ainsi, la production d'**attiéké** reste encore **largement tributaire d'unités artisanales**, bien qu'émergent des initiatives visant à améliorer la productivité et les capacités à grande échelle. Cette prégnance de l'artisanat s'observe aussi dans d'autres pays africains, à l'instar du Cameroun, où la transformation du manioc en « **bâton de manioc** » (**bobolo**, **miondo**) demeure très traditionnelle malgré des initiatives de mécanisation, de semi-industrialisation ou autres, visant à la moderniser.



Exemple illustratif de production de l'attiéké : artisanale et semi-industrielle

Toutefois, la Côte d'Ivoire figure parmi les économies les plus industrialisées et diversifiées de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), offrant des marges de progression pour des produits tels que l'attiéké. À cet égard, la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (i2T) a mis au point un procédé semi-industriel (cf. [i2T](#), 2022) de production d'attiéké frais (rendement $\approx 50\%$ et capacité de 600kg/8h en 2022), favorisant une production à grande échelle, adaptée à la demande intérieure et au développement des exportations.

Ces équipements ont stimulé la création de petites entreprises, souvent issues de groupements ou associations ayant bénéficié de l'appui de bailleurs de fonds, de projets de développement ou de collectivités locales. Ces unités semi-modernes intègrent généralement des broyeuses, essoreuses électriques, foyers améliorés et semoleuses, pour un investissement global estimé entre 11 et 14 millions FCFA en 2023 (cf. [IEC](#), 2023).

La transformation demeure intensive en main-d'œuvre, surtout dans les unités artisanales où la pénibilité reste élevée. Les transformateurs, majoritairement des femmes, opèrent le plus souvent en cadre familial ou en auto-emploi, avec des moyens rudimentaires ou des services loués (moulin, broyeur, etc.).

Si la proximité des marchés (centres de consommation et unités de transformation) facilite l'écoulement de l'attiéké, la logistique constitue encore un frein à sa diffusion nationale. Des innovations, notamment en techniques de conservation (séchage, déshydratation, conditionnement), améliorent la conservation et soutiennent les exportations, particulièrement vers les marchés sahéliens (exemple : Mali, Burkina Faso).

Malgré des initiatives d'industrialisation, la filière reste peu structurée, dominée par l'artisanat et confrontée à des contraintes techniques, économiques et logistiques limitant son développement à grande échelle.

L'industrialisation du manioc : un levier stratégique pour le développement économique local

Plusieurs pays africains placent l'industrialisation au cœur de leurs stratégies de développement, pour stimuler la croissance - moderniser les secteurs productifs - créer des emplois durables, comme la Côte d'Ivoire (Plan National de Développement PND), le Cameroun (Stratégie Nationale de Développement SND), le Ghana (Ghana Industrial Transformation Agenda), ou l'Éthiopie (Growth and Transformation Plan GTP).

Dans ce cadre, le manioc, source de l'attiéké, est ainsi identifié en Côte d'Ivoire comme un **produit prioritaire pour la transformation locale**, en raison de sa disponibilité, de sa valeur culturelle et de son potentiel de marché. L'objectif affiché est de passer d'un système artisanal à une industrie structurée, capable de générer de la valeur ajoutée, des emplois décents et des revenus durables pour les acteurs locaux. Cette vision s'intègre dans l'un des six piliers stratégiques du PND 2026-2030, à savoir la modernisation de l'agriculture (cf. Portail d'Informations et de Promotion de l'Économie de Côte d'Ivoire, 2025).

Cette stratégie s'appuie également sur l'ambition de **diversifier les chaînes de valeur agricole**, via des produits comme le manioc, le riz, ou la noix de cajou, inscrivant la filière attiéké dans une logique plus large de **valorisation des matières premières locales** et de **réduction des exportations de produits non transformés**. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire bénéficie d'un accès préférentiel au marché régional de la CEDEAO, représentant **plus de 400 millions**

de consommateurs (cf. Togo First, 2026), et offrant un potentiel d'exportation conditionné à l'amélioration de la qualité, du volume et de la structuration de la transformation locale. L'État soutient cette dynamique via l'**investissement privé** et la **promotion de partenariats public-privé (PPP)** pour développer des unités de transformation modernes.

Dans un contexte où l'industrie ivoirienne reste dominée par les petites et moyennes entreprises et où l'agro-industrie est encore peu développée, le renforcement de la filière manioc constitue une opportunité tangible pour stimuler l'économie locale, accroître la souveraineté alimentaire et améliorer les conditions de vie des producteurs et transformateurs.

En Conclusion

L'attiéké possède un potentiel industriel encore sous-exploité. La filière reste dominée par l'artisanat malgré une demande locale et régionale croissante, la disponibilité du manioc et des initiatives de transformation émergentes.

Exploiter pleinement la ressource « manioc » requiert des unités industrielles locales produisant un attiéké conservant qualité et authenticité culturelle, des solutions de stockage pour limiter les pertes, et le renforcement des compétences locales en maintenance, supply chain et qualité-hygiène-environnement.

L'intégration de la filière dans les chaînes de valeur régionales et internationales est essentielle pour la compétitivité et la durabilité. La réussite de l'industrialisation dépend d'une coordination entre pouvoirs publics, acteurs privés et communautés locales. Ces orientations s'appliquent aussi bien à la Côte d'Ivoire qu'à d'autres pays africains confrontés à des réalités similaires.

Elit, grâce à son réseau d'experts multi-pays, peut jouer un rôle catalyseur par des actions d'accompagnement de la structuration et de la modernisation de la filière agro-industrielle, tout en promouvant des innovations (techniques, sociales, commerciales, organisationnelles, etc.). En outre, il ne s'agit pas de remplacer l'artisanat féminin par la machine, mais de permettre aux femmes d'en maîtriser les outils et d'accéder au financement, à la formation et à la gouvernance. En facilitant l'accès aux technologies modernes, aux capitaux et aux marchés internationaux, l'Afrique concrétise la promesse d'égalité et d'un progrès empreint de justice.





GRAND FORMAT

FABRICE LAGO

Les idées derrière le combat politique



Dans le paysage politique ivoirien contemporain, certaines figures s'imposent moins par la conquête d'un mandat électif que par leur capacité à structurer le débat d'idées. **Fabrice Lago**, plus connu du grand public sous le nom de Steve Boko, appartient à cette catégorie d'acteurs dont la présence dans l'espace public dépasse le simple commentaire politique.

Formé entre la Côte d'Ivoire et l'Europe, il s'est progressivement imposé comme l'un des stratèges et analystes les plus audibles du camp proche de l'ancien président Laurent Gbagbo. Cadre du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), il participe activement à la structuration intellectuelle et politique de l'opposition ivoirienne dans un contexte marqué par de profondes recompositions internes et régionales.

Dans cet entretien accordé à Hamanié, Fabrice Lago revient sur son parcours et sur les influences intellectuelles qui ont façonné sa pensée politique. Il évoque également la figure de Laurent Gbagbo, la place de son héritage dans la vie politique nationale, ainsi que les orientations idéologiques du PPA-CI.

Au-delà des dynamiques partisans ivoiriennes, l'entretien ouvre aussi une réflexion plus large sur les mutations géopolitiques qui traversent aujourd'hui le continent africain : montée du panafricanisme politique, recomposition de l'Afrique de l'Ouest autour de nouvelles alliances, redéfinition des rapports entre l'Afrique et les grands blocs internationaux.

Enfin, Fabrice Lago partage son analyse du modèle économique ivoirien, des défis de développement qui persistent malgré une croissance soutenue, et de la place que la jeunesse africaine pourrait occuper dans les recompositions politiques à venir.

Parcours, formation et construction intellectuelle

Bonjour M. Lago, et merci d'accepter de répondre à nos questions. Pour commencer, pouvez-vous revenir sur votre parcours académique et professionnel ?

Mon parcours est celui d'un citoyen ivoirien qui a toujours été animé par la volonté de comprendre les mécanismes du pouvoir, de l'État et des sociétés africaines. J'ai suivi une formation d'abord en lettres modernes à l'université de Cocody, puis en communication publique et politique à l'Université Paris-Est Créteil, une expérience académique qui m'a permis d'observer les systèmes politiques comparés et d'affiner ma compréhension des enjeux de gouvernance.

Mais au-delà de la formation académique, ma véritable école reste l'observation de la vie politique ivoirienne et africaine. J'ai évolué progressivement dans l'analyse politique, la communication stratégique et le débat public, ce qui m'a conduit à intervenir régulièrement dans l'espace médiatique pour décrypter les dynamiques politiques nationales et internationales.

Au plan professionnel je suis consultant en Communication et je gère une entreprise dans le domaine de l'imprimerie.

Comment vous définissez-vous vous-même dans l'écosystème politique ivoirien ?

Je me définis avant tout comme un acteur politique amoureux du débat d'idées. La politique ne se limite pas à l'exercice d'un mandat électif. Elle consiste aussi à structurer la réflexion collective, à produire de l'analyse et à contribuer à l'orientation stratégique des forces politiques.

Dans cet écosystème, je me situe à l'intersection entre analyse politique, stratégie et engagement militant. Mon rôle est souvent d'éclairer les enjeux, de contextualiser les débats et de participer à la structuration intellectuelle d'une vision politique dans le cadre de mes fonctions au sein du Parti des Peuples

Africains où le président Laurent Gbagbo me fait la confiance de me nommer Secrétaire National Technique en charge du marketing politique.

Quels sont les auteurs, penseurs ou figures politiques africaines et internationales qui ont le plus influencé votre vision du monde ?

Ma vision du monde s'est construite à la croisée de plusieurs traditions de pensée, issues à la fois de la philosophie politique classique et de la réflexion africaine contemporaine.

Parmi les penseurs européens, des auteurs comme Nicolas Machiavel m'ont marqué par leur lecture lucide du pouvoir et des rapports de force dans la vie politique. Machiavel rappelle que la politique se déploie dans un univers réel, souvent conflictuel, où les dirigeants doivent composer avec les contraintes du pouvoir et de l'État.

La pensée de Thomas Hobbes et celle de Jean-Jacques Rousseau ont également nourri ma réflexion sur la question du contrat social, de la légitimité politique et du rôle de l'État dans l'organisation de la société.

Du côté africain, des figures comme Kwame Nkrumah ont profondément influencé ma vision de la souveraineté africaine et du panafricanisme politique. Nkrumah a très tôt compris que l'indépendance politique des États africains ne pouvait être durable sans une véritable capacité d'organisation et de solidarité à l'échelle continentale.

Les travaux de Cheikh Anta Diop ont également joué un rôle important dans ma formation intellectuelle. Son œuvre rappelle avec force l'importance pour les peuples africains de se réapproprier leur histoire et leur place dans la construction du savoir universel.

Enfin, sur le plan politique ivoirien, la trajectoire de Laurent Gbagbo a été une référence importante. Son parcours illustre une certaine conception de l'engagement politique fondée sur la lutte pour le pluralisme démocratique, la souveraineté nationale et la dignité du citoyen africain.

Ces différentes influences m'ont progressivement conduit à considérer que la politique ne peut être pensée uniquement comme une technique de gestion du pouvoir, mais comme un projet historique visant à organiser la société autour de principes de justice, de souveraineté et de responsabilité collective.



Laurent Gbagbo, mentorat et héritage politique

Vous êtes souvent présenté comme un proche du président Laurent Gbagbo, dont vous défendez régulièrement les positions dans l'espace public. Comment définiriez-vous la nature de cette relation politique et intellectuelle ?

Ma relation avec le président Laurent Gbagbo est avant tout une relation politique et intellectuelle. J'ai toujours été attentif à la cohérence de sa trajectoire et à la constance de son engagement en faveur du pluralisme politique et de la souveraineté nationale. Il incarne pour beaucoup d'Ivoiriens une certaine idée de la lutte politique. Une lutte qui se mène avec des convictions, parfois au prix d'épreuves personnelles considérables.

Que représente aujourd'hui Laurent Gbagbo pour la vie politique ivoirienne : un leader historique, un référent idéologique ou encore un acteur central de l'avenir politique du pays ?

Il est à la fois un leader historique et un référent politique. Mais il reste également un acteur du présent.

Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, marqué par une histoire politique intense, certaines figures dépassent leur simple trajectoire personnelle pour devenir des repères dans l'imaginaire collectif. Laurent Gbagbo appartient clairement à cette catégorie.

Le « gbagboïsme » est-il selon vous une doctrine politique structurée ou plutôt une tradition politique en constante évolution ?

Je parlerais moins d'une doctrine figée que d'une tradition politique structurée autour de quelques principes fondamentaux.

Ces principes sont notamment la souveraineté nationale, le pluralisme démocratique, la justice sociale et la dignité du citoyen africain dans le système international. Ce corpus évolue évidemment avec les réalités historiques.

Comment concilier l'héritage du président Gbagbo avec la nécessité de renouveler les visages et les méthodes de l'opposition ivoirienne ?

Concilier l'héritage du président Laurent Gbagbo avec le renouvellement de l'opposition ivoirienne suppose de distinguer l'essentiel de l'accessoire. L'essentiel, ce sont les valeurs qu'il a incarnées que sont la souveraineté, la démocratie et la proximité avec le peuple. Ces principes doivent rester la boussole.

En revanche, les visages, les méthodes et les outils doivent évoluer. Une nouvelle génération doit émerger, avec des formes d'organisation et de communication adaptées aux réalités d'aujourd'hui.

Autrement dit, il ne s'agit pas de rompre avec l'héritage de Laurent Gbagbo, mais de le prolonger en l'adaptant aux défis et aux attentes de la nouvelle génération ivoirienne.

L'idéologie du PPA-CI et la stratégie de l'opposition

Le PPA-CI se présente comme un parti attaché à la souveraineté nationale, à la justice sociale et à la démocratie. Comment résumeriez-vous, en quelques principes, l'idéologie du parti ?

Si je devais résumer l'idéologie du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire en quelques principes, je dirais qu'elle repose sur quatre piliers.

D'abord, la souveraineté. Nous pensons que la Côte d'Ivoire doit pouvoir décider librement de ses choix politiques, économiques et stratégiques, dans l'intérêt de son peuple.

Ensuite, la justice sociale. La croissance économique n'a de sens que si elle améliore concrètement les conditions de vie et réduit les inégalités.

Troisièmement, la démocratie, c'est-à-dire le respect du pluralisme, des libertés publiques et d'institutions crédibles.

Enfin, le panafricanisme, c'est la conviction que l'avenir de nos peuples passe aussi par une solidarité et une coopération renforcées entre les nations africaines.

Au fond, l'idéologie du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire vise à construire un État souverain, socialement juste, démocratique et profondément engagé dans l'idéal panafricain.

Dans le débat public ivoirien, certains observateurs estiment que les clivages politiques sont parfois davantage liés aux personnes qu'aux idées. Quel est votre avis sur le sujet ?

Il est vrai que, dans le débat public en Côte d'Ivoire, les clivages semblent parfois se cristalliser autour des personnalités plutôt qu'autour des idées. Cela tient en partie à notre histoire politique récente, marquée par de fortes figures comme Laurent Gbagbo ou Alassane Ouattara, qui ont structuré le paysage politique pendant plusieurs décennies.

Mais au fond, les divergences existent bel et bien sur les idées sur la conception de la souveraineté, le modèle économique, la place de l'État, la question de la justice sociale ou encore la manière d'organiser la démocratie.

Et sur toutes ces questions, Laurent Gbagbo a écrit de nombreux livres pour partager ses idées contrairement à ses adversaires politiques.

Le défi aujourd'hui est justement de faire évoluer le débat vers davantage de contenu programmatique, afin que les citoyens puissent comparer des visions et des projets de société, et pas seulement des trajectoires individuelles. Une démocratie mature doit d'abord être un débat d'idées.

Quelle est aujourd'hui la stratégie du PPA-CI pour redevenir une force politique majeure dans les institutions ivoiriennes ?

La stratégie du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire repose aujourd'hui sur plusieurs axes complémentaires.

D'abord, renforcer l'implantation du parti sur l'ensemble du territoire et consolider sa base militante afin de redevenir une force populaire organisée. Cette implantation ne concerne pas seulement les structures du parti, mais aussi une présence active auprès des populations, au cœur de leurs réalités.

Ensuite, accroître notre visibilité dans l'espace médiatique, en investissant davantage les nouveaux canaux d'information et de communication.

Il y a également un combat politique pour obtenir des réformes institutionnelles, notamment des élections réellement transparentes et inclusives, condition essentielle pour que toutes les forces politiques puissent concourir équitablement.

Enfin, le parti s'attache à porter un projet politique clair autour de la souveraineté, de la justice sociale et de la démocratie, tout en préparant les grandes échéances électorales afin de revenir progressivement dans les institutions.

En résumé, notre stratégie consiste à combiner mobilisation populaire, présence médiatique et combat pour des règles démocratiques crédibles, afin de redevenir une force institutionnelle majeure en Côte d'Ivoire.

L'opposition ivoirienne apparaît fragmentée. Pensez-vous qu'une recomposition politique plus large soit nécessaire ?

Oui, je pense qu'une recomposition plus large de l'opposition est non seulement souhaitable, mais probablement nécessaire. Dans un contexte politique comme celui de la Côte d'Ivoire, une opposition durablement fragmentée affaiblit sa capacité à peser dans le débat démocratique et dans les institutions.

Cela ne signifie pas que tous les partis doivent penser exactement la même chose. Les différences idéologiques sont normales et même saines. Mais sur certaines questions essentielles comme la crédibilité du processus électoral, le respect des libertés publiques, ou encore l'équilibre des institutions, il est possible de construire des convergences.

L'enjeu est donc de dépasser les rivalités de personnes pour bâtir des cadres de coopération politique entre forces de l'opposition, dans l'intérêt de la démocratie et de la stabilité de la Côte d'Ivoire, dans la transparence et la vérité.

Panafricanisme, souveraineté et recomposition géopolitique

Le panafricanisme est un terme largement mobilisé dans les discours politiques africains. Selon vous, que signifie concrètement être panafricaniste aujourd'hui ?

Être panafricaniste aujourd'hui signifie défendre une idée simple qui est que les États africains doivent coopérer davantage pour peser dans un monde multipolaire. Cela implique des politiques communes dans plusieurs domaines notamment l'intégration économique, la coopération sécuritaire, les infrastructures régionales et la souveraineté monétaire.

Comment traduire cet idéal en politiques publiques concrètes, notamment dans les domaines économique, monétaire ou militaire ?

Pour moi, le panafricanisme ne doit pas rester un simple idéal politique ou un discours symbolique. Il doit se traduire par des politiques publiques concrètes entre États africains.



Sur le plan économique, cela passe par un renforcement réel de l'intégration régionale : développer le commerce intra-africain, soutenir les chaînes de valeur africaines et donner tout son sens à des initiatives comme la Zone de libre-échange continentale africaine.

Sur le plan monétaire, la question est celle de la souveraineté financière. Les pays africains doivent progressivement construire des instruments monétaires qui servent d'abord leurs économies et leurs priorités de développement.

Enfin, sur le plan sécuritaire et militaire, l'idéal panafricain implique une coopération beaucoup plus forte entre les États du continent, notamment à travers des mécanismes collectifs de sécurité sous l'égide de l'Union africaine.

Autrement dit, le panafricanisme doit devenir une stratégie concrète d'intégration, de souveraineté et de solidarité entre les nations africaines.

Nous assistons actuellement à une recomposition du monde autour de grands blocs : BRICS+, Occident, puissances émergentes. Où devrait se situer l'Afrique dans ce nouvel équilibre global ?

L'Afrique ne doit pas être un terrain de rivalité entre puissances. Elle doit être un acteur stratégique autonome. Dans un monde structuré autour de blocs comme les BRICS ou les alliances occidentales, l'Afrique doit défendre ses propres intérêts.

Certains pays d'Afrique de l'Ouest ont récemment formé l'Alliance des États du Sahel (AES). Comment analysez-vous cette dynamique régionale ? Pensez-vous que ces évolutions traduisent une simple crise conjoncturelle de la CEDEAO ou une transformation plus profonde de l'architecture politique de l'Afrique de l'Ouest ?

L'initiative de l'Alliance des États du Sahel reflète une crise réelle dans l'architecture régionale. Elle traduit à la fois une défiance envers certaines institutions régionales et une volonté de redéfinir les relations sécuritaires et politiques dans la région. Cela pourrait annoncer une transformation plus profonde de la gouvernance ouest-africaine.

Côte d'Ivoire : modèle économique et défis de développement



Côte d'Ivoire : modèle économique et défis de développement

La Côte d'Ivoire affiche une croissance économique soutenue depuis plus d'une décennie. Comment évaluez-vous ce modèle de développement ?

La croissance ivoirienne est réelle. Mais la question essentielle reste celle de la qualité et de l'inclusivité de cette croissance. Un pays peut afficher de bons indicateurs macroéconomiques tout en laissant persister des inégalités importantes.

Plusieurs indicateurs macroéconomiques sont positifs, mais l'Indice de Développement Humain reste relativement modeste. Comment expliquez-vous ce décalage ?

Parce que le développement ne se mesure pas uniquement par la croissance du PIB. Il se mesure aussi par l'accès à l'éducation, la qualité du système de santé et la réduction des inégalités. Sur ces critères, la Côte d'Ivoire n'a pas beaucoup avancé puisque les richesses sont inégalement réparties.



Si le PPA-CI arrivait au pouvoir demain, quelles seraient les trois réformes économiques prioritaires à engager ?

Si le PPA-CI arrivait au pouvoir nous envisageons une réforme de la gouvernance économique, une politique industrielle orientée vers la transformation locale et un investissement massif dans l'éducation et la formation

Le pays connaît également une nouvelle dynamique dans les secteurs minier, pétrolier et gazier. Comment éviter la « malédiction des ressources » que l'on observe dans plusieurs pays producteurs ?

La clé est la transparence, la diversification économique et la création de fonds souverains pour investir les revenus des ressources dans le développement de long terme.

Génération politique, avenir et engagement

La jeunesse ivoirienne réclame de plus en plus un renouvellement de la classe politique. Comment favoriser l'émergence de nouvelles générations de leaders ?

Pour favoriser l'émergence de nouveaux leaders, il faut d'abord créer les conditions d'une véritable vie démocratique. Les partis politiques doivent s'ouvrir davantage à la jeunesse et mettre en place de véritables mécanismes de formation politique, afin de préparer les nouvelles générations à exercer des responsabilités.

Mais au-delà de cela, l'enjeu central est de construire une démocratie apaisée, où l'engagement politique ne représente ni un risque pour la sécurité ni une menace pour les libertés. Les jeunes s'intéresseront beaucoup plus à la politique s'ils savent qu'ils peuvent participer au débat public, militer ou exprimer leurs idées sans crainte.

La démocratie se renforce justement lorsque les nouvelles générations peuvent s'engager librement et contribuer aux décisions qui concernent l'avenir du pays.

À titre personnel, vous considérez-vous comme un acteur de l'ombre, un stratège, ou un futur responsable politique de premier plan ?

JJe me considère avant tout comme un stratège engagé dans le combat politique. Mon rôle est d'abord d'analyser, de réfléchir et de contribuer à structurer les idées, les messages et les orientations qui peuvent renforcer notre action politique.

Dans toute organisation politique, il y a des rôles différents. Certains sont davantage exposés, d'autres travaillent plus en amont. L'essentiel n'est pas la visibilité personnelle, mais l'efficacité collective au service du projet que nous portons, notamment au sein du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire.

Pour le reste, en politique, c'est le temps, les circonstances et la confiance des militants et du peuple qui déterminent les responsabilités que chacun est amené à exercer. Mon objectif, pour l'instant, est surtout d'être utile au combat politique.

Comment voyez-vous l'évolution du paysage politique ivoirien à l'horizon des dix prochaines années ?

Au cours des dix prochaines années, le paysage politique ivoirien sera profondément marqué par les conséquences de la gestion actuelle du pouvoir. Depuis plusieurs années, la gouvernance en place donne le sentiment d'un système de plus en plus verrouillé, où les institutions sont fragilisées, le débat démocratique appauvri et l'alternance politique rendue difficile par des mécanismes administratifs et juridiques contestés.



Cette manière de gouverner produit inévitablement deux effets. D'une part, une fatigue démocratique chez les citoyens qui ont le sentiment que les règles du jeu sont constamment réécrites au profit d'un seul camp. D'autre part, une radicalisation progressive du débat politique, car lorsque les espaces d'expression et de compétition équitable se réduisent, les frustrations s'accumulent.

Cependant, je reste convaincu que la société ivoirienne possède en elle-même les ressources pour corriger ces dérives. La nouvelle génération, plus instruite, plus connectée et plus exigeante, ne se satisfera plus indéfiniment d'un système politique fondé sur la concentration du pouvoir et la marginalisation des voix discordantes.

Les dix prochaines années seront donc décisives. Soit la Côte d'Ivoire réussira à refonder ses institutions autour de règles réellement démocratiques, garantissant la transparence, l'équité électorale et l'indépendance des institutions ; soit elle continuera à évoluer dans un climat de méfiance politique permanent, au risque d'affaiblir durablement la cohésion nationale et la confiance des citoyens dans l'État.

Pour ma part, je crois profondément que l'avenir du pays passera par une réhabilitation de la démocratie véritable, fondée sur le respect du pluralisme, la justice institutionnelle et la souveraineté populaire.

Enfin, quel message souhaiteriez-vous adresser aux jeunes Africains qui hésitent à s'engager dans la vie publique ?

La politique ne doit pas être abandonnée à ceux qui s'y installent par habitude. Elle doit être investie par ceux qui veulent transformer la société.

S'engager dans la vie publique, c'est accepter de travailler pour le bien commun. Et l'Afrique aura besoin, dans les décennies à venir, d'une génération de citoyens capables de conjuguer compétence, courage et sens de l'intérêt général.



01 SÉNÉGAL

Vers une explosion sociale ? Les syndicats annoncent une marche décisive le 8 avril

02 CAN 2025

Coup de théâtre, la CAF retire le titre de champion au Sénégal et donne la victoire au Maroc

03 SÉNÉGAL

Sénégal - Casamance : Une opération antidrogue vire au drame dans les rangs de l'armée, trois soldats tués

04 CAN 2025

Privé de son sacre par la CAF, le Sénégal crie au scandale et exige une enquête internationale pour soupçon de corruption

SÉNÉGAL : VERS UNE EXPLOSION SOCIALE ?

LES SYNDICATS ANNONCENT UNE MARCHÉ DÉCISIVE LE 8 AVRIL



Au Sénégal, le climat social pourrait connaître une nouvelle montée de tension dans les prochaines semaines. Réuni à Dakar, le Front syndical pour la défense du travail a annoncé une mobilisation d'envergure prévue le 8 avril 2026. Cette initiative, portée par une coalition d'une douzaine d'organisations, se veut une démonstration de force face à ce que les syndicats décrivent comme une dégradation continue des conditions de travail.

Les responsables syndicaux entendent transformer cette marche en un moment de convergence entre travailleurs, société civile et forces sociales. Leur objectif : peser sur les décisions publiques et remettre au centre du débat les revendications liées aux droits sociaux et au pouvoir d'achat.

Au cœur des griefs figure la question des retenues sur salaires appliquées à des enseignants ayant observé un mouvement de grève en février.

La mobilisation du 8 avril apparaît ainsi comme un test majeur pour les relations entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Elle pourrait déterminer la suite du rapport de force et, plus largement, l'évolution du climat social dans le pays.

Les syndicats dénoncent une atteinte aux libertés syndicales et exigent non seulement le remboursement des sommes prélevées, mais aussi l'arrêt de toute pratique assimilée à des sanctions contre l'exercice du droit de grève.

Au-delà de cet épisode, les revendications s'inscrivent dans un cadre plus large. Les organisations demandent l'ouverture rapide de discussions avec les autorités, afin d'aborder les difficultés persistantes dans des secteurs clés comme l'éducation, la santé et l'administration. Elles appellent également au respect strict des engagements pris dans le cadre du Pacte national de stabilité sociale.

Signé en mai 2025 sous l'impulsion du Premier ministre Ousmane Sonko, cet accord tripartite entre l'État, le patronat et les syndicats était censé garantir un climat social apaisé sur une période de trois ans. Mais pour le Front syndical, sa mise en œuvre reste insuffisante.

Dans ce contexte, les syndicats mettent en garde contre une détérioration du dialogue social. Ils évoquent déjà la possibilité d'actions plus radicales, dont une grève générale, si leurs revendications ne trouvent pas d'écho auprès des autorités.

CAN 2025 : COUP DE THÉÂTRE, LA CAF RETIRE LE TITRE DE CHAMPION AU SÉNÉGAL ET DONNE LA VICTOIRE AU MAROC

La finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025 n'a pas fini de faire parler d'elle. Deux mois après le sacre du Sénégal sur le terrain, un spectaculaire retournement de situation est venu rebattre les cartes.

Dans la soirée du mardi 17 mars 2026, la Confédération Africaine de Football (CAF) a annoncé une décision lourde de conséquences : le titre est retiré au Sénégal et attribué au Maroc sur tapis vert. En cause, des incidents survenus lors des dernières minutes de la finale disputée à Rabat.

Sur le terrain, les Sénégalais s'étaient imposés 1-0 après prolongation, au terme d'un match électrique. Mais l'instance dirigeante du football africain a estimé que le comportement de l'équipe durant la rencontre enfreignait le règlement. Plusieurs joueurs sénégalais avaient en effet quitté la pelouse pour protester contre une décision arbitrale, un geste considéré comme une rupture du jeu.

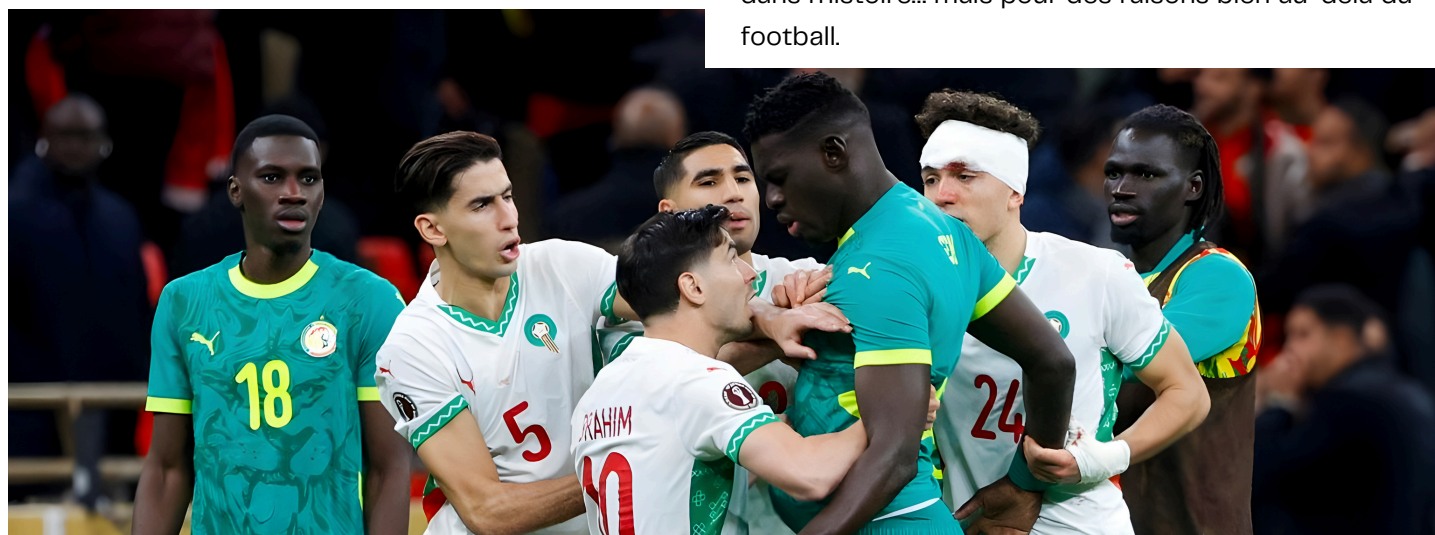
En s'appuyant sur les articles disciplinaires de la compétition, la CAF a donc tranché : match perdu par forfait pour le Sénégal, et victoire 3-0 attribuée au Maroc. Une décision qui transforme officiellement le pays hôte en nouveau champion d'Afrique.

Cet épisode trouve son origine dans une séquence particulièrement tendue du temps additionnel. Alors que le score était de 0-0, un penalty accordé au Maroc après intervention de l'assistance vidéo avait déclenché la colère du camp sénégalais, juste après un but refusé. La situation avait dégénéré, entre protestations sur la pelouse et agitation dans les tribunes.

Malgré un penalty manqué côté marocain et un but décisif inscrit en prolongation par le Sénégal, les événements ont laissé des traces durables. Déjà sanctionnées financièrement fin janvier, les deux fédérations voient aujourd'hui l'affaire prendre une dimension sportive majeure.

Du côté marocain, la Fédération Royale Marocaine de Football insiste sur une démarche strictement réglementaire, affirmant avoir simplement demandé l'application des règles, sans remettre en cause la valeur sportive de l'adversaire.

Reste que ce verdict n'est peut-être pas définitif. Le Sénégal dispose encore d'un recours devant le Tribunal arbitral du sport, qu'il peut saisir dans un délai de dix jours. Une nouvelle bataille, cette fois juridique, pourrait donc s'ouvrir autour d'une finale déjà entrée dans l'histoire... mais pour des raisons bien au-delà du football.



SÉNÉGAL - CASAMANCE : UNE OPÉRATION ANTIDROGUE VIRE AU DRAME DANS LES RANGS DE L'ARMÉE, TROIS SOLDATS TUÉS

Engagés dans une opération de destruction de cultures de cannabis près de la frontière gambienne, des militaires sénégalais ont été frappés par un accident meurtrier. Trois d'entre eux ont perdu la vie, tandis que trois autres ont été blessés.

Officiellement, peu de détails ont filtré. L'armée évoque un incident survenu au cours des opérations en cours depuis plusieurs jours. Mais sur le terrain, les récits concordent : un mortier aurait explosé après une surchauffe, frappant les soldats en pleine mission.

Cet épisode met en lumière la réalité de ces interventions, loin d'être de simples opérations de démantèlement agricole. Dans cette région boisée et difficile d'accès, les forces armées avancent avec prudence. Avant de détruire les plantations, elles procèdent souvent à des tirs pour sécuriser la zone, craignant la présence de groupes armés.



Depuis plus d'une semaine, les unités sont déployées dans plusieurs localités du département de Bignona, notamment à Djiakine, Ifanga et Kadiolock. Leur objectif est double : éradiquer les champs de cannabis et désorganiser les réseaux qui en tirent profit.

Mais le terrain est hostile. Quelques jours plus tôt, un autre accrochage avait déjà coûté la vie à un soldat et fait plusieurs blessés. Ces attaques, rarement revendiquées, sont attribuées à des groupes criminels actifs dans la région, impliqués à la fois dans le trafic de drogue et l'exploitation illégale du bois.

Dans l'ombre du conflit de basse intensité qui perdure en Casamance, ces opérations rappellent que la région reste instable. Et que derrière la lutte contre les trafics, les militaires sénégalais évoluent dans un environnement où chaque mission peut basculer à tout moment.

CAN 2025 : PRIVÉ DE SON SACRE PAR LA CAF, LE SÉNÉGAL CRIE AU SCANDALE ET EXIGE UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE POUR SOUPÇON DE CORRUPTION



La crise autour de la CAN 2025 prend une tournure de plus en plus tendue. Au lendemain de la décision du jury d'appel de la Confédération africaine de football de retirer au Sénégal son titre de champion d'Afrique au profit du Maroc, les autorités sénégalaises ont vivement réagi, dénonçant une décision « illégale et injuste ».

Dans un communiqué officiel, la porte-parole du gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye, a exprimé la ferme opposition de Dakar à ce verdict. Elle a également annoncé la demande d'ouverture d'une enquête internationale pour « soupçons de corruption » au sein des instances dirigeantes de la CAF, marquant ainsi une escalade significative dans ce différend.

À l'origine de cette décision controversée : la finale disputée à Rabat, remportée 1-0 par les Lions de la Teranga après prolongation. Le jury d'appel a toutefois estimé que le comportement des joueurs sénégalais qui avaient quitté la pelouse en fin de match pour contester une décision arbitrale justifiait une sanction allant jusqu'à la perte du titre.

Pour Dakar, cet argument ne tient pas. Les autorités affirment que la victoire a été acquise dans le respect des règles et que la remettre en cause constitue une atteinte grave à la « vérité du terrain » et à l'éthique sportive. En réponse, le gouvernement entend mener une riposte globale, à la fois juridique, politique et sportive.

Parmi les recours envisagés figure une saisine du Tribunal arbitral du sport, considéré comme l'instance suprême pour trancher ce type de litiges. L'objectif est clair, obtenir l'annulation de la décision et la restitution du titre au Sénégal.

Cette affaire, déjà très médiatisée, suscite de nombreuses réactions dans le monde du football africain. Plusieurs voix s'élèvent pour dénoncer une décision difficile à comprendre. L'entraîneur Claude Le Roy s'est notamment montré très critique, évoquant une décision « incompréhensible » et anticipant un revirement devant le TAS, au nom du respect du résultat sportif.

En parallèle, les autorités sénégalaises assurent rester pleinement mobilisées, notamment sur le plan diplomatique, pour obtenir la libération de leurs ressortissants interpellés à la suite des incidents survenus lors de la finale.

Plus qu'un simple contentieux sportif, cette affaire pourrait avoir des répercussions durables sur la crédibilité des instances dirigeantes du football africain et relancer le débat sur leur gouvernance.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N°091-20/03/2026